



Cible 16

PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

INTITULÉ COMPLET DE LA CIBLE

“
Renforcer le partenariat mondial pour le développement durable, associé à des partenariats multipartites permettant de mobiliser et de partager des savoirs, des connaissances spécialisées, des technologies et des ressources financières, afin d'aider tous les pays, en particulier les pays en développement, à atteindre les objectifs de développement durable.”

Le partenariat mondial pour le développement durable

Les enjeux auxquels nous devons faire face collectivement sont caractérisés par leur complexité, car situés au croisement de chaînes de causalité multiples et porteurs eux-mêmes de conséquences se répercutant dans différents pans de l'activité humaine.

La notion de partenariat mondial est ancienne, par exemple, le premier, en matière de développement durable est le Partenariat mondial de l'eau créé en 1996 avec le soutien de la Banque mondiale, du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et de l'Agence suédoise pour le développement international, il regroupe toutes les institutions, entreprises et ONG œuvrant dans le domaine de l'eau. De même, depuis près de 20 ans le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) finance les solutions permettant de construire des systèmes éducatifs solides et résilients, afin que davantage d'enfants vivant dans les pays à faible revenu, les filles en particulier,

reçoivent une l'éducation solide. IL regroupe des pays à faible revenu, des pays donateurs, des organisations internationales, des organisations de la société civile (dont des organisations d'enseignants et de jeunes), le secteur privé et des fondations privées.

Le rapport de 2012 sur le partenariat mondial sur le développement notait :

L'affaiblissement de l'appui en faveur du partenariat mondial pour le développement est compréhensible dans le contexte d'une crise économique et financière qui se prolonge, mais le partenariat mondial pour le développement devrait être considéré comme un jeu à somme positive. Les échos sont positifs lorsque les économies des pays partenaires du développement parviennent à une croissance soutenue et deviennent des marchés dynamiques pour le commerce et les investissements mondiaux. Les pressions insoutenables auxquelles sont soumises les limites de la nature sont une autre raison pour laquelle le partenariat mondial devrait être considéré comme



The Private Sector: How Can It Help End Malnutrition by 2030 | Global Alliance for Improved Nutrition (GAIN) (2016).



ODD17 - PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

une possibilité d'engranger des résultats à somme positive.

Le partenariat mondial pour le développement durable est aussi frappé de plein fouet par la crise sanitaire : si la pandémie du Covid-19 tire son origine de la déstabilisation des milieux naturels par les activités humaines, ses conséquences sont perceptibles dans plusieurs domaines, et à toutes les échelles : santé, économie, pouvoir politique, inégalités... De la même manière, la lutte contre le réchauffement climatique suppose de tenir compte d'une pluralité de facteurs et doit entraîner avec elle toutes les composantes de la société.

Un "faire ensemble" vital et complexe

La coopération tire sa nécessité de cette complexité. Croiser les savoirs et les savoir-faire permet de proposer des réponses adaptées tout en étant attentif à la diversité des impacts.

Les objectifs de développement durable sont un cadre qui permet de modéliser cette complexité, et l'ODD 17 joue un rôle important, que souligne tout particulièrement la cible 16 ; De première importance car désignant la notion clef de partenariat multi-acteurs à laquelle l'ODD 17 est souvent résumé. La cible 16 de l'ODD 17 vient rappeler que nous n'atteindrons pas les ODD dans leur ensemble sans coopération. Un point complémentaire doit être éclairé, celui de l'articulation des échelles. Pour atteindre intégralement les ODD et ne laisser véritablement « personne de côté » les coopérations doivent être portées à toutes les échelles d'action, de l'ultra-local à l'international, et pouvoir dialoguer entre elles.

Aujourd'hui, de multiples partenariats³² existent et illustrent positivement la coopération au-delà des Etats, entre les pays, les ONGs, les institutions étatiques, et internationales, et les entreprises. Citons par exemple Climat Chance, créée dans le prolongement du sommet Climat et territoires à Lyon qui a rassemblé les acteurs du climat en amont de la COP 21, seule association internationale se proposant de réunir à égalité l'ensemble des acteurs non-étatiques reconnus par la Convention cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques – CCNUCC* (les 9 groupes d'acteurs : collectivités locales, entreprises, ONG, syndicats, communauté scientifique, représentants du monde agricole, de la jeunesse, des peuples autochtones et des femmes) pour faire émerger des priorités et propositions communes, et pour renforcer des dynamiques d'acteurs par la mise en relation (coalitions thématiques, sommets, portail de l'action).

La présentation de l'ODD 17 souffre cependant d'une lacune, qui est l'absence de précision d'ordre

méthodologique relative à sa mise en œuvre concrète. S'il joue un rôle central, l'ODD nous est présenté sans « mode d'emploi ». La stratégie d'impact collectif, mise en avant par une série d'articles de la Stanford Social Innovation Review peut constituer une approche méthodologique utile à la mise en œuvre concrète des ODD, et plus largement à toute forme de coopération pluri-acteurs.

Cette approche peut concerner tous types de sujets : réussite éducative, lutte contre les addictions, amélioration d'une chaîne d'approvisionnement, dépollution d'une rivière... Quelle que soit la problématique abordée, la stratégie d'impact collectif propose, plutôt que de maximiser l'impact d'une structure isolée, d'entraîner la convergence d'actions existantes, avec une approche systémique, pour un impact plus fort sur l'enjeu visé. Surtout, elle offre des repères pour « faire ensemble » et fournit un cadre de pilotage pour l'action en ayant le souci de définir préalablement des objectifs et d'une évaluation régulière, chemin faisant, pour s'assurer de leur atteinte. Cette approche méthodologique se décline à toutes les échelles d'action et assure un dialogue entre elles. Les auteurs sont persuadés que ces partenariats sont l'avenir du développement durable, car ils entraînent la société civile organisée, laquelle peut entraîner les citoyens.

PTCE FIGEACTEURS

Les Pôles territoriaux de coopération économique (PTCE) regroupent des acteurs d'un même territoire (associations, entreprises de l'ESS, entreprises, collectivités, individus, centre de recherches et organismes de formation...) pour porter un projet commun au service de celui-ci, en coopérant et en mutualisant, dans une dynamique qui permet de prendre en compte les enjeux transversaux du territoire et de l'inscrire dans une approche de développement durable. Pour l'exemple de Figeac, le PTCE Figeacteur est né au départ de la volonté de développer des services pour les entreprises et a permis la création d'une crèche, d'une conciergerie puis de solutions d'énergie renouvelable et de mobilités. Elle a permis de renforcer les liens entre acteurs et de développer de nouveaux projets de développement, inscrits dans une logique transversale, notamment autour du maraîchage en lien avec des questions d'insertion.

32. Voir partie 2.



PROVINCES DE MAPUTO ET DE CABO DELGADO AU MOZAMBIQUE

Agence Andalouse de la Coopération Internationale pour le Développement (AACID) et Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

L'initiative Articulation des Réseaux Territoriaux (ART) du PNUD a lancé un projet visant à promouvoir la localisation des objectifs de développement durable (ODD) dans les provinces de Maputo et Cabo Delgado au Mozambique, en collaboration avec l'Agence andalouse de coopération internationale pour le développement et en partenariat avec la représentation locale du PNUD. L'objectif principal de ce projet est d'aider la mise en œuvre des ODD au niveau local en accompagnant le développement du partenariat entre la région d'Andalousie et ses régions partenaires qui sont également engagées à réaliser l'Agenda 2030 et ses 17 ODD. Ce concept innovant permettra aux territoires de développer leur stratégie de développement et de bénéficier d'un échange d'expériences fructueux, pour faciliter leur apprentissage en matière de localisation des ODD. Une fois que la première phase du projet sera achevée, celui-ci pourra être répliqué dans toutes les provinces du Mozambique.



ILLE-ET-VILAINE ET MOPTI

Le département d'Ille-et-Vilaine s'implique depuis 1984 dans le développement de la région de Mopti au Mali. Le soutien du département porte sur des enjeux de développement économique et social. Il s'est concentré initialement sur le développement de la filière laitière et un appui institutionnel pour le développement d'un système d'information géographique. Depuis 2016, il porte sur des projets d'énergie renouvelable, en lien avec la Fondation Energies pour le monde. Il a permis notamment l'installation de deux mini centrales hybrides.